



Berlin Eco

NUMERO 17

© DG Trésor

21 décembre 2017

ACTUALITE ECONOMIQUE

CONTEXTE EUROPEEN ET INTERNATIONAL

Le 18 décembre, Martin Schultz, président du SPD, a fait part de l'objectif d'obtenir le Ministère des finances pour son parti (dans l'hypothèse d'un accord de coalition avec CDU/CSU) ; cette revendication paraît cohérente avec les positions du SPD sur l'Union économique et monétaire. Le 7 décembre dernier, Martin Schulz, a tenu un discours fédéraliste en appelant à fonder d'ici 2025 les « Etats-Unis d'Europe ». Cette idée ne fait néanmoins pas consensus au sein du SPD.

Sans surprise, le maintien de la politique d'achat de titres par la BCE décidé lors de la réunion du conseil des Gouverneurs du 14 décembre a été très largement critiqué par la presse et par plusieurs investisseurs (DekaBank, le fonds pour le financement du traitement des déchets nucléaires notamment).

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Les instituts économiques et la Bundesbank ont revu à la hausse leurs **prévisions de croissance** en raison de données statistiques actualisées et d'un troisième trimestre dynamique. Leurs prévisions (corrigé des prix, non cvs-cjo) varient entre 2,2% (DIW, IWH), 2,3% (RWI, Ifo, IfW) et 2,6% (Bundesbank) pour l'année en cours ; pour 2018 elles varient entre 2,2% (DIW, RWI, IWH), 2,5% (IfW Kiel, Bundesbank) et 2,6% (Ifo) ; pour 2019 entre 1,6% (DIW, IWH), 1,7% (Bundesbank) 1,9% (RWI), 2,1% (Ifo) et 2,2% (IfW). Les instituts constatent une période de « boom » conjoncturel avec des tensions sur l'appareil productif (output gap de +2% d'ici 2019 selon l'Ifo) avec un risque de retournement qui se profile selon l'IfW. L'institut met en garde contre une politique budgétaire expansionniste qui serait procyclique actuellement. En revanche, le retard pris dans la constitution d'un gouvernement ne représente pas de risque conjoncturel selon l'Ifw.

L'indice des experts financiers à horizon 6 mois, établi par l'institut **ZEW** pour le mois de janvier, a baissé (-1,1 point) à 17,4 points, en lien avec le débat autour du Brexit et les réformes de l'UE. En revanche, les incertitudes concernant le futur gouvernement allemand n'auraient pas d'impact négatif. L'indice **Ifo** des perspectives économiques de l'industrie à horizon 6 mois a également baissé en décembre, à 109,5 points (-1,5 point). L'institut parle cependant globalement d'une ambiance « de fête » dans l'industrie.

POLITIQUES SOCIALES

Les instituts dans leurs différentes prévisions actualisées tablent sur une baisse continue du **chômage** (qui devrait passer de 5,7% en 2017 à 5,3% en 2018 et 4,9% en 2019 selon l'institut Ifo, concept national) et une hausse continue des salaires bruts (de 4,5% en 2017, 4,7% en 2018 et 4,6% en 2018).

Le [rapport du gouvernement sur le personnel qualifié](#) ne constate pas de manque généralisé de **personnel qualifié** actuellement, mais une pénurie concentrée sur certains domaines (santé, dépendance, emplois



techniques) qui est restée constante ces dernières années. Malgré l'immigration, le personnel disponible devrait baisser d'environ 700 000 personnes d'ici 2030.

ACTUALITE FINANCIERE

REGULATION FINANCIERE

La BAFIN a décidé de ne pas interdire la vente au détail de titres indexés sur un risque de crédit. Le superviseur allemand estime que les dix engagements volontaires pris par l'industrie bancaire et l'association allemande des dérivés sont de nature à protéger de manière suffisante le consommateur.

La **Deutsche Kreditwirtschaft**, qui regroupe l'ensemble des fédérations bancaires allemandes, déclare que la bonne capitalisation des banques allemandes leur permettra de supporter les exigences en capitaux supplémentaires suite à l'accord de Bâle III. Elle demande au législateur européen de prendre en compte et les particularités du marché allemand et le principe de proportionnalité. La presse spécialisée considère le résultat positif et adapté au marché allemand.

Dans la ligne du rapport des Sages 2017 et de manière isolée, Isabel Schnabel plaide de manière réitérée dans la presse spécialisée **contre une régulation proportionnelle des petites banques et contre une fragmentation du marché bancaire européen**. L'économiste souligne le risque systémique que représente en Allemagne l'existence de nombreuses petites banques agissant selon des stratégies similaires alors qu'elles ont le même modèle économique, le même système informatique et de gestion des risques. Elle appelle en outre à une plus forte protection de la clientèle dans le cadre de la supervision et à une régulation plus efficiente en renforçant la convergence des règles nationales et en organisant la collecte des données bancaires.

BANQUES ET ASSURANCES

Helmut Schleweis, actuellement vice-président de la fédération des **caisses d'épargne** et directeur de la caisse d'épargne de Heidelberg, a été élu président de la fédération en remplacement de Georg Fahrenschon qui a démissionné suite à des soupçons de fraude fiscale (cf. BE 2017 n° 15). M. Schleweis prendra ses fonctions en janvier.

Deutsche Bank a décidé de modifier le nom et le statut juridique de sa filiale de gestion d'actifs d'ici la fin du premier trimestre 2018, avant de la placer partiellement en bourse : Deutsche Asset Management deviendra DWS et opérera sous la forme d'une société en commandite par action. Cette transformation serait, selon la presse, largement critiquée par les investisseurs car elle limite leur pouvoir de décision. Deutsche Bank a par ailleurs cédé, à l'exception du portefeuille hypothécaire risqué essentiellement libellé en francs suisses, sa filiale polonaise, Deutsche Bank Polska, à une filiale de Santander, au prix de 305 M€ (cf. BE 2017 n° 7).

Les 17,3 Md€ d'actifs risqués de l'ancienne SachsenLB, placés dans une structure de défaisance lors de sa cession à **LBBW** en 2008, ont presque tous été vendus. La garantie que le Land du Bade-Wurtemberg avait accordée à LBBW dans le cadre du refinancement de cette structure est donc désormais caduque. Le montant des actifs restants (4,2 Md€ en septembre) est garanti par le Land de Saxe.

Allianz s'apprête à acquérir, pour 1,82 Md€, la totalité de l'assureur-crédit Euler Hermes qui lui appartient déjà à 63%. Après le rachat déjà conclu de 11,34% des parts, Allianz lancera une OPA suivie d'un *squeeze out* sur les actions restantes.

Faute d'offre intéressante et suite aux nombreuses critiques portant sur les risques qu'une telle cession aurait fait encourir aux clients, **Ergo**, filiale de Munich Re, renonce à vendre ses deux filiales d'assurance-vie, Ergo Leben et Victoria, qui représentent à elles deux six millions de contrats.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Anita Gandon, Sarah Kopp et Lucie Petit
Revu par : Catherine Rozan

Version du 21 décembre 2017